



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Nîmes, le 3 octobre 2023

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Déchets  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Nos réf. : FR/2023-09/  
Affaire suivie par : Florent ROUVIERE  
Tél. 04 34 46 65 74  
Courriel : florent.rouviere@developpement-durable.gouv.fr

**Rapport de l'Inspection des Installations classées  
pour la protection de l'environnement**

<b>Objet</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Site de NEOVAL - Salindres:</li><li>- Porter à connaissance Réhabilitation du bassin de récupération des eaux de toiture</li><li>- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-35 du 9 août 2021</li><li>- Arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°2022-51 du 21 novembre 2022</li></ul>
<b>Référence(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Dossier de porter à connaissance du 24 mai 2023</li></ul>
<b>Pièce(s) jointe(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire</li><li>- Projet d'arrêté préfectoral de liquidation d'astreinte administrative</li></ul>

<b>Exploitant</b>	<b>SUEZ RV MEDITERRANEE (SASU)</b>
<b>Activités</b>	Traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés
<b>Régime</b>	Autorisation

## 1. OBJET DU RAPPORT

SUEZ RV MEDITERRANEE, ci-après nommée exploitant, exploite actuellement l'usine NEOVAL de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés aux lieux-dits « Le Barthas » et « Pique Peyre » sur la commune de Salindres. L'installation prend place aux niveaux des parcelles cadastrales 73, 74, 75, 86, 160, 334, 413, 514 et 516 de la section AC.

Lors de la création du site en 2012, des désordres sont intervenus, entraînant un effondrement du bassin nord (récupération des eaux de toiture). Actuellement, ce bassin ne possède pas une capacité de stockage suffisante du fait de dégradations (affaissement du terrain naturel).

La capacité actuelle du bassin en l'état est estimée à environ 600 m<sup>3</sup>. Dans la situation actuelle, le bassin ne respecte donc pas les prescriptions de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation où il écrit « *Les eaux pluviales sont recueillies dans des bassins étanches de 1100 m<sup>3</sup> pour les eaux de toiture et 1600 m<sup>3</sup> pour les eaux de voiries* ».

À ce titre, SUEZ RV Méditerranée présente via ce rapport à connaissance les éléments nécessaires aux autorités compétentes en vue de la régularisation du site vis-à-vis des articles 3.7 et 3.8 de l'arrêté préfectoral.

Après échanges avec la DREAL, il a été présenté une solution de reprise de ce bassin sans l'étanchéité initialement prescrite en s'appuyant sur le guide de la DDTM du Gard concernant la gestion des bassins de rétention des eaux pluviales.

L'objet du présent rapport est d'examiner cette demande et de proposer les suites qu'il convient de leur réserver.

## 2. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET CONTEXTE DE LA DEMANDE

Les installations sont implantées dans une zone industrielle, à environ 1 km à l'ouest du centre-ville de Salindres. Les habitations les plus proches sont situées à environ 200 m au sud-ouest du site, au lieu-dit « le Valat d'Arias ». Les principaux autres sites industriels implantés à proximité du site, sont localisés entre NEOVAL et la ville de Salindres : il s'agit du centre de compostage de boues de stations d'épuration exploité par VEOLIA, de l'industrie de fabrication d'engrais BIOS et de la plateforme chimique avec AXENS et RHODIA.

L'établissement est constitué principalement d'un bâtiment fermé de 10 959 m<sup>2</sup> comprenant :

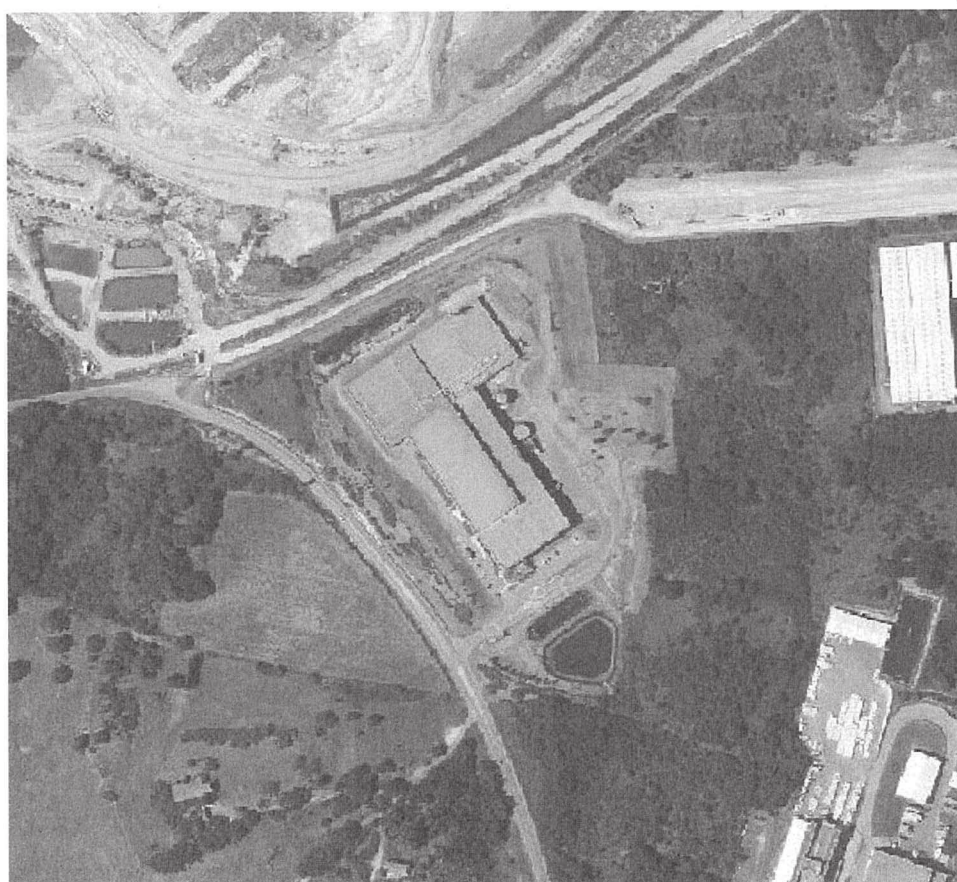
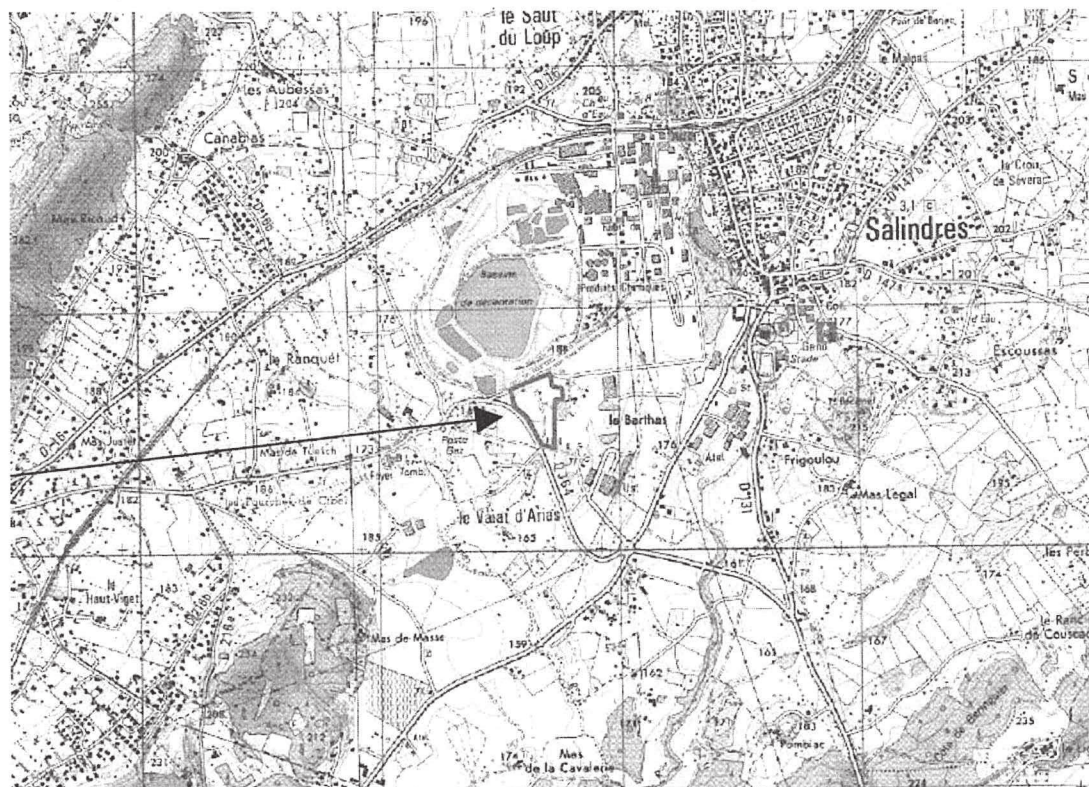
- une aire de réception et stockage,
- un hall de tri et affinage,
- 7 tunnels de fermentation,
- 11 tunnels de maturation,
- des installations de traitement des effluents gazeux (laveurs et biofiltres),
- une zone d'isolement des bennes,
- des bureaux et locaux sociaux.

Les installations extérieures sont composées de :

- 2 ponts-bascules,
- un portique de détection de radio-activité,
- un local technique de sprinklage et 2 réservoirs d'eau,
- un bassin de rétention des eaux de toiture (B1),
- un bassin de rétention des eaux de voirie,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie,



- des voies de circulation et parcs de stationnement,
- des espaces verts.





## 2.1. Nature et volumes des activités actuellement autorisées

Les activités exercées dans l'établissement comprennent :

- le tri des déchets par procédés mécanique, magnétique, densimétrique, optique et manuel, en vue d'une valorisation matière ou énergétique ;
- le compostage de la fraction organique par fermentation, maturation et affinage ;
- le stockage du compost.

La capacité maximale de traitement autorisée est de 50 000 t/an de déchets entrants.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature :

Rubrique	Désignation des activités	Nature et capacités des installations	Régime (1)
2716-1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1 – Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	ordures ménagères : 1280 m <sup>3</sup> bois, papiers, cartons : 240 m <sup>3</sup> matières plastiques : 80 m <sup>3</sup>  TOTAL : 1600 m <sup>3</sup>	A
2780-2-a	Installations de compostage de déchets non dangereux : 2 – Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j	240 t/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux : La quantité de déchets traités étant : 1 – supérieure ou égale à 10 t/j	240 t/j	A
2175-2	Dépôt d'engrais liquide et récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3000 l, lorsque la capacité totale est : 2 – Supérieure à 100 m <sup>3</sup> mais inférieure à 500 m <sup>3</sup>	1 cuve de 400 m <sup>3</sup> de sulfate d'ammonium	D
3532	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :	Traitement biologique 240 t/j	A

	➤ traitement biologique ➤ prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ➤ traitement du laitier et des cendres ➤ Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électronique et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants		
--	---	--	--

(1) A : autorisation, D : Déclaration

## 2.2. Situation administrative du site

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social et la direction générale sont situés : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX- est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, à exploiter l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, et mise en service fin 2012.

En août 2021, une mise en demeure a été adressée à SUEZ afin de procéder à la réfection du bassin et à son étanchéité. À la suite de cette mise en demeure, celle-ci n'étant pas respectée, le site a fait l'objet d'une astreinte administrative par arrêté préfectoral du 21 novembre 2022.

## 3. PORTER A CONNAISSANCE

### 3.1. Examen de la demande

Par courriel en date du 24 mai 2023, l'exploitant a fourni un dossier de porter à connaissance de modifications des conditions d'exploitation et d'aménagement de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située sur la commune de Salindres. Ces modifications consistent principalement à supprimer l'étanchéité du bassin et à justifier du dimensionnement de celui-ci.

L'inspection des installations classées a considéré que les éléments fournis par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance étaient suffisants pour le juger recevable.

#### 3.1.1. Solution technique pour la collecte des eaux de toiture

Actuellement le système de collecte des eaux de toiture permet de collecter séparément ces dernières dans le sens où elles sont acheminées dans un bassin de rétention spécifiquement dédié sans contact (dilution ou mélange) avec d'autres effluents susceptibles d'être pollués (ESP) ou non.

Ce système de collecte des eaux de toiture respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

À ce titre, aucune modification du système de collecte des eaux de toiture n'est à envisager.

Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel cité précédemment, le réseau de collecte des eaux pluviales permet la séparation des eaux de toiture et des eaux susceptibles d'être polluées (ESP).



### 3.1.2. Le système de stockage des eaux de toiture

Actuellement les eaux de toiture sont stockées dans un bassin de rétention dédié uniquement aux eaux de toiture. La capacité effective de ce bassin est de 600 m<sup>3</sup>.

Conformément aux prescriptions de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral en vigueur, il est prévu la réhabilitation du bassin de rétention actuel des eaux de toiture afin que ce dernier dispose d'une capacité de stockage de 1100 m<sup>3</sup>.

Afin de confirmer les besoins volumiques pour la rétention des eaux de toiture, la note de calcul est jointe au porter à connaissance.

Ce bassin, dédié à la collecte d'eaux non susceptibles d'être polluées de par la gestion séparative des effluents mis en œuvre, sera cependant rendu non étanche conformément à la doctrine en la matière de manière à favoriser l'infiltration des eaux.

### 3.1.3. Solution technique pour le rejet dans le milieu naturel

Les modalités techniques en conformité avec les préconisations de la DDTM du département du Gard sont présentées dans la note de calcul jointe au porter à connaissance.

Sur la base du ratio défini dans le guide du Gard, le débit de fuite à retenir serait de :

$Q_{\text{fuite}} = 7 \text{ L/s/ha} * 1.1 = 7.7 \text{ L/s}$  soit 0.0077 m<sup>3</sup>/s.

Sur la base d'une hauteur de bassin de 2m, l'orifice à mettre en place serait de : 50mm.

Un orifice aussi petit peut conduire à un risque d'obstruction très fréquent. De ce fait, il ne semble pas adapté. Il est généralement demandé un DN100 au minimum. En prenant un DN100, le débit de fuite serait de 0.03m<sup>3</sup>/s et correspond à un débit à l'état initial inférieur à la pluie de période de retour 2 ans.

Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juillet 2008, il était préconisé un DN250 en sortie d'ouvrage. Sur la base de ce diamètre, le débit de fuite serait de 0.18m<sup>3</sup>/s et correspond à un débit inférieur au débit à l'état initial pour la période de retour 20 ans.

## 3.2. Références législatives et réglementaires pour les modifications des ICPE soumises à autorisation

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui stipule notamment :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

[...]

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit

être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

#### **4.3. Analyse par l'inspection du caractère substantiel des modifications demandées**

##### **4.3.1. Positionnement par rapport au 1<sup>er</sup> critère de l'article R. 181-46-I (renvoyant à l'article R. 122-2 du code de l'environnement sur l'évaluation environnementale)**

Les modifications souhaitées ne sont pas une extension ou une augmentation de capacité.

Les modifications sollicitées ne sont donc pas substantielles au titre du 1<sup>er</sup> critère de l'article R. 181-46-I.

##### **4.3.2. Positionnement par rapport au 2<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46-I (seuils quantitatifs et critères fixés par arrêté ministériel)**

Les modifications n'atteignent pas de seuils quantitatifs ou de critères fixés par arrêté ministériel rendant les modifications sollicitées substantielles au titre du 2<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46-I.

##### **4.3.3. Positionnement par rapport au 3<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46-I (dangers et inconvénients supplémentaires)**

###### **4.3.3.1. Incidence des modifications en termes d'impacts environnementaux**

###### Rejets aqueux

Les modifications mineures envisagées n'engendrent pas de modification de la qualité des eaux rejetées dans le milieu.

###### Impact visuel

Aucun impact supplémentaire par rapport à la situation autorisée n'est attendu. Au contraire, le terrain sera remis au naturel par la suppression de la bâche actuelle.

###### Nuisances sonores

Aucun impact supplémentaire par rapport à la situation autorisée n'est attendu.

###### Émissions atmosphériques et odeurs

Aucun impact supplémentaire par rapport à la situation autorisée n'est attendu. Au contraire, l'infiltration aura tendance à limiter la stagnation de l'eau collectée qui peut dans certaines conditions être source d'odeurs.

###### Trafic routier

Aucun impact supplémentaire par rapport à la situation autorisée n'est attendu

###### **4.3.3.2. Incidence des modifications en termes de risques industriels**

###### Risque d'inondation

Conformément aux prescriptions de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral en vigueur, il est prévu la réhabilitation du bassin de rétention actuel des eaux de toiture afin que ce dernier dispose d'une capacité de stockage de 1100 m<sup>3</sup>. Ainsi, celui-ci pourra remplir son rôle de rétention en cas de forte pluie et ainsi ne pas aggraver le risque d'inondation.



#### Risque d'incendie

La réfection du bassin va s'accompagner de la réfection de la voie pompier en périphérie du site. Ainsi, bien que celle-ci ne soit pas indispensable d'après la démonstration de l'exploitant, cette réfection ne peut qu'être bénéfique en cas d'incendie.

#### 4.3.3.3. Avis de l'inspection des installations classées

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le projet de modifications n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Les modifications envisagées sur le site n'entraîneront pas d'impact significatif notamment sur la gestion des eaux pluviales de l'installation, sur la gestion des eaux d'extinction incendie et sur le trafic par rapport au mode actuel d'exploitation. Les modifications n'entraîneront pas non plus de nouveau danger ou risque et n'augmenteront pas significativement les dangers ou risques déjà existants.

Les modifications ne sont donc pas substantielles au titre du 3<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46-I.

Cependant bien que le système de collecte des eaux de toiture permet de collecter séparément ces dernières dans le sens où elles sont acheminées dans un bassin de rétention spécifiquement dédié sans contact (dilution ou mélange) avec d'autres effluents susceptibles d'être pollués (ESP) ou non. L'Inspection propose en outre de prescrire l'installation d'un système d'obturation en entrée de bassin dans le cas où des eaux d'incendie serait versées par accident en direction du bassin.

### **5 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Par courriel daté du 24 mai 2023, SUEZ RV MEDITERRANEE a transmis un dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'aménagement et d'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située sur la commune de Salindres.

Des éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance et de leur examen vis-à-vis des critères définis dans l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, il apparaît que les modifications réalisées sont considérées comme non substantielles. Ainsi l'inspection propose à monsieur le sous-préfet d'Alès de prendre acte des modifications souhaitées par arrêté préfectoral complémentaire.

Conformément à l'article R. 181-45, il est proposé de ne pas solliciter l'avis du CODERST sur ce projet. Par ailleurs, ce projet d'arrêté doit faire l'objet de la procédure contradictoire prévue à l'article R. 181-39 du code de l'environnement avant sa signature.

Par ailleurs, l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2022-51 du 21 novembre 2022 rend redevable d'une astreinte administrative en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement la société Suez R&V Méditerranée, exploitant une unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres. Cette astreinte d'un montant de deux cent soixante euros (260 €) par jour court à compter de la notification de l'arrêté préfectoral n°2022-51 du 21 novembre 2022 jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2022 susvisé.

L'arrêté préfectoral n°2022-51 du 21 novembre 2022 a été notifié le 28 novembre 2022. Ainsi, il doit être considéré que l'astreinte a couru à partir de cette date jusqu'au dépôt du porter à connaissance le 24 mai 2023 soit sur 177 jours.

Le montant de l'astreinte est calculé comme suit :  $177 \times 260 = 46\,020 \text{ €}$



En conséquence, et considérant ce qui précède, nous proposons à Monsieur le sous-préfet d'Alès de solder l'astreinte de l'arrêté préfectoral n°2022-51 du 21 novembre 2022 suivant la proposition d'arrêté de recouvrement de somme jointe au présent rapport.

Par ailleurs, en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L171-8 du code de l'environnement, le présent rapport doit être adressé, en courrier recommandé avec accusé de réception à Suez R&V Méditerranée qui pourra faire part de ses observations sous 10 jours à M. le sous-préfet d'Alès

APPROBATEUR	VÉRIFICATEUR	RÉDACTEUR
Le Chef de l'UID de Gard-Lozère,  Pierre CASTEL	L'adjoint au chef de l'UID de Gard-Lozère,  Thibault LAURENT	Le coordonnateur de la cellule Déchets L'inspecteur de l'environnement,  Florent ROUVIÈRE
DATE : 3 octobre 2023	DATE : 02/10/2023	DATE : 29/09/2023